



Le paradoxe de l'économie britannique

Après cinq années consacrées au recentrage de l'économie sur le monde de l'entreprise, les conservateurs redoutent le verdict des prochaines élections. De nombreux résultats sont pourtant à l'actif du gouvernement britannique et feraient rêver nos dirigeants français. Comment expliquer ce paradoxe?

Par Daniel Gerino, Président et Directeur de la gestion de Carlton Sélection. Stratégiste d'Intersélection. Daniel Gerino est économiste et membre diplômé de l'Institut des Actuaire Français.

De 2010 à 2015 le gouvernement britannique a concentré ses efforts sur la création d'entreprises, la simplification de leur environnement tant sur le plan réglementaire, que sur le plan fiscal et social. Bref, de nombreuses contraintes ont été en grande partie gommées, afin de jouer la carte « des créateurs de richesse ». Les efforts consentis sont indéniablement payants : chômage à 5,70% contre 10,70% pour la France ; demande intérieure plus forte en Grande Bretagne qu'en France, climat des affaires positif. Résultat : le secteur marchand a créé plus d'un million d'emplois entre 2010 et 2015 pendant que nous comptons 180.000 créations dans l'hexagone sur la même période. Et tous les secteurs ont recruté !

Les jeunes générations moins touchées par le chômage qu'en France.

Ces avancées ont bénéficié en particulier à l'emploi peu qualifié, mais pas seulement. En effet, le taux de chômage est bien moindre chez les jeunes diplômés anglais que chez leurs homologues français. Eurostat indique notamment que seuls 2,70% des anglais diplômés de l'enseignement supérieur sont au chômage contre 5,70% pour les français, tandis que pour les jeunes issus du second cycle de l'enseignement secondaire le taux de chômage est de 4,90% chez les anglais contre 8,70% chez les français. CQFD. Quant aux tranches d'âge sacrifiées, les moins de 20 ans et plus de 55 ans, le constat est sans appel, le taux d'activité en Angleterre est bien supérieur à celui de la France. De même concernant les inégalités salariales : hormis les très hauts salaires, il n'y a pas plus d'écart de salaires en Grande Bretagne qu'en France. Il n'est ainsi pas inutile de tordre le cou à quelques contrevérités... Une autre idée fautive sur l'Angleterre doit en effet être abandonnée. Les anglais auraient bradé leur industrie. Certes moins prépondérante que par le passé, elle représente aujourd'hui 21 % du PIB anglais (contre 27% en 2000), se situant encore au-delà de la France (19%). L'accent a été particulièrement mis sur les services et produits à haute technologie. C'est ainsi que la productivité est légèrement supérieure à celle de la France, bien que l'écart ne soit pas très significatif.

Un endettement de l'Etat élevé, mais des dépenses publiques en recul.

Quant à la sphère publique, la stratégie choisie contraste fortement avec celle de la France. Explications : lors de la crise de 2008 la France a fortement utilisé l'arme du déficit budgétaire comme amortisseur de cette crise. Et bien, l'Angleterre aussi ! Son déficit culmina à -10.26% en 2009 et -9.11% en 2010, soit un niveau plus élevé que dans les Etats de la zone euro depuis 2009. Cette stratégie s'est accompagnée d'une hausse des impôts pour les ménages et d'une baisse pour les entreprises. Le stock de dettes dépasse les 93% du PIB mais la dette est longue (15 ans) et elle

bénéficie d'un rating AAA. Les dépenses publiques ont été réduites sur les 5 dernières années : gel des salaires des fonctionnaires pendant 2 ans, âge de départ à la retraite repoussé à 69 ans pour 2040. Et les ménages consomment ! Le taux d'épargne s'est bien réduit passant de 7,40% en 2010 à 4,50% en 2014.

Les ménages anglais « pompent » dans leurs économies faute de bénéficier de hausse de salaire. Cela ne pourra pas durer, la hausse des salaires et de la productivité seront à inscrire au programme du futur gouvernement au risque d'assécher la reprise en cours. Le défi politique. Alors comment expliquer cette faible popularité du gouvernement Cameron ? Elle résulte des efforts entrepris par la nation, favorisant le premier chaînon de la création de valeur ajoutée, l'entreprise.

Cela s'est fait dans un premier temps au détriment des ménages, mais en faveur de la croissance et de la création d'emplois. Couplé à cette stratégie, la banque d'Angleterre a entrepris avec un excellent timing un « quantitative easing » (QE) en 2009, créant une bouffée d'oxygène nécessaire pour l'économie. Initié juste après la crise, elle a produit tous ses effets au moment où l'économie en avait besoin, tandis qu'en zone euro cette initiative a été trop tardive, puisque mise en oeuvre en 2015. A l'avenir, la deuxième étape du redressement de l'économie anglaise passera par une réduction du déficit budgétaire, qui devra profiter à l'ensemble de l'économie. Cependant, le gouvernement qui sortira des urnes ce jeudi 7 mai devra affronter une autre difficulté, d'ordre politique : l'émiettement des partis, qui risque fort de concentrer les pouvoirs entre les mains de petits partis populistes ou corporatistes, rendant ses marges de manoeuvre, qu'il soit conservateur ou travailliste, plus étroites.